

Septembre 2014

n° 116

CONTRASTO



sommaire n° 116

Invitation	2
Edito <i>Anne-Cécile</i>	3
Communiqué de l'Alliance «Non au nucléaire»	4
Suisse Sécurité nucléaire remise en question <i>E. Weiss</i>	5-6
Pétition des arguments béton <i>P. Vanek</i>	7
CRIIRAD <i>P. Bonny</i>	8-9
Japon Fukushima, décontamination impossible? <i>M. Schlegel</i>	10-11
Livres	
«Le démantèlement du cœur» <i>D. de Roulet</i>	12-13
«Les enfants de la douleur noire» <i>M. Monnet</i>	13-14
Manif Passage de Doris à Genève	15
Regard dans le rétroviseur <i>livre d'images</i>	16

ContrAtom

CP 65

CH - 1211 Genève 8

Téléphone/répondeur:

022 321 57 09

www.contrAtom.ch

info@contrAtom.ch

N'hésitez pas à nous appeler pour prendre contact, pour recevoir d'autres documents, pour être informés sur les dates des réunions de notre comité et sur nos activités.

- Tirage 1250 exemplaires

- Graphisme atelier Comput

- Imprimerie du Lion

- Cotisation annuelle

(comprenant l'abonnement au journal): 40.- F

Abonnement au journal uniquement 30.- F

Soutien: 60.- F

ou plus....

Le CCP de contrAtom est alimenté exclusivement par votre générosité.

Mille mercis à tous ceux et celles qui nous soutiennent CCP 12-13446-0

IBAN CH75 0900 0000 1201 3446 0

Mercredi 8 octobre 2014 à 20h.



CONTRATOM VOUS INVITE

à un moment d'échange avec Daniel de Roulet, auteur du livre

«LE DÉMANTÈLEMENT DU COEUR»

Salle Castafiore 20, rue Montbrillant

Un amour perdu à l'ombre de Fukushima

LITTÉRATURE • Avec son magistral roman «Le démantèlement du cœur», Daniel de Roulet achève sa grande saga du nucléaire.

Daniel de Roulet a cela en commun avec Jules Verne qu'il met la science et la technique au centre de ses romans. Mais alors que le grand écrivain nantais exaltait cette dernière, à travers l'électricité qui, pensait-il, assurerait le progrès et ferait le bonheur de l'humanité, l'auteur suisse n'a cessé de montrer les périls que fait peser sur la Terre l'atome, militaire ou civil. On peut aussi comparer son œuvre aux *Rougon-Macquart* de Zola, avec l'histoire dans la durée de deux familles qui tissent de nombreux liens, celle des grands bourgeois franco-suisse vom Polk et celle, japonaise, des Tsutsui, placée sous le signe maléfique des bombes d'Hiroshima et de Nagasaki, avec leurs terribles conséquences génétiques. *Le démantèlement du cœur* est le dixième et dernier roman d'une série inaugurée par *Kamikaze Mozart*, qui débute à Los Alamos où est fabriquée dans le plus grand secret la bombe A. Elle se poursuit avec notamment *Fusions*, dont le titre, bien sûr métaphorique, fait allusion à la fusion de l'atome et à celle de grandes entreprises capitalistes.

Ce dernier opus, d'une structure complexe mais parfaitement maîtrisée, se dévore avec passion. Ajoutons que la lecture des romans qui le précèdent n'est nullement nécessaire à sa compréhension, l'auteur introduisant dans son récit de subtils rappels. On n'en révélera bien sûr ni la trame ni les rebondissements. Il est axé sur quatre démantèlements: d'abord celui du cœur du surgénérateur de Malville, au bord du

Rhône, où Shizuko Tsutsui mène une mission de contrôle. Elle est clouée sur un fauteuil roulant: née le jour où le feu nucléaire a anéanti sa ville, elle subit, comme sa descendance, les effets des radiations. Elle mène pourtant un combat intraitable et courageux contre les centrales nucléaires: «Shizuko a d'abord cru que l'atome pouvait être 'pour la paix', puis a compris

qu'une bombe et une centrale ont la même capacité de nuisance.» Le deuxième démantèlement est celui de la centrale du tremblement de terre, du tsunami qui suivit et de la catastrophe nucléaire une description impressionnante et même hallucinante. On n'oubliera pas ces images des zones interdites, avec leurs villages morts, leur

bétail abandonné sur place déplaçant des milliers de personnes. Fusion ce qui vomit que dorénavant autre

tons aux retrouvailles manquées de Max et Shizuko et à la fin d'un grand amour que, par la faute de son égoïsme masculin, ils n'ont pu vivre.

avec les réalités

LE DÉMANTÈLEMENT DU COEUR

Daniel de Roulet

BUCHET & CHASTEL

Qui donc nous a promis que la Suisse allait sortir du nucléaire?

Et qui l'a crû?

Eh bien, celles et ceux qui ont accordé crédit à cette belle promesse se sont mis le doigt dans l'œil! En voici pour preuve la proposition concoctée par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national, rendue publique par un communiqué du 26 août dernier: la dite Commission propose qu' «après 40 ans d'exploitation, l'exploitant d'une centrale nucléaire soit tenu de présenter un concept d'exploitation à long terme. Une fois ce concept approuvé par l'IFSN (Inspection fédérale de la sécurité nucléaire) l'exploitation peut être prolongée de dix ans à plusieurs reprises dans la mesure où le concept garantit une sécurité renforcée pour la durée de fonctionnement restante. Pour les centrales qui seront déjà en service depuis plus de 40 ans à l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, l'obligation de présenter un concept d'exploitation à long terme ne s'appliquera qu'après une exploitation de 50 ans»!!!

En résumé, la proposition est la suivante: dès l'âge de 40 ans toute centrale sera soumise à un examen. Si ce dernier est réussi la centrale peut fonctionner 10 ans de plus. Après ces 10 ans, rebelote, nouvelle évaluation. Si tout est jugé satisfaisant, on repart pour 10 ans, ainsi de suite: la vie éternelle, en quelque sorte!

Lorsque l'on sait que c'est l'IFSN qui donnera l'aval, on a des raisons d'être plus qu'inquiets, connaissant la partialité en faveur du nucléaire qu'a toujours démontrée cet organisme de surveillance! Fort heureusement, rien n'est encore joué! Les chambres fédérales devront se prononcer à ce sujet durant la session d'hiver, puissent-elles dévier la tendance!

L'Alliance «Non au nucléaire» (dont ContrAtom est membre) a immédiatement réagi aux propositions de la Commission en exigeant que le Conseil National les rejette fermement. (voir communiqué p.4)

Ailleurs, ça ne va pas mieux!

Si l'on jette un coup d'œil du côté de nos voisins français, les nouvelles ne sont guère plus réjouissantes: le 18 juin dernier, le gouvernement français a dévoilé une partie des grandes lignes de la loi sur la transition énergétique qui doit être votée début 2015. Au cours de sa conférence de presse, Ségolène Royal, qu'on disait pourtant antinucléaire, a notamment déclaré: «Nous ne sortirons pas du nucléaire, ce n'est pas le choix qui est fait. Je dirais même que c'est grâce à l'énergie nucléaire aujourd'hui, à la sécurité qu'elle apporte, que nous pouvons accélérer et faire sereinement la transition énergétique»!!! Et sur la fermetüre promise de Fessenheim? ...Pas un mot!

Au Japon même, la catastrophe de Fukushima ne semble plus être une leçon à retenir pour le gouvernement: la nouvelle ministre japonaise de l'industrie, Yuko Obuchi, tout juste nommée vient en effet de s'exprimer en faveur d'un redémarrage des installations nucléaires jugées sûres!

Comme vous le constatez, chères, chers ContrAtomistes, nous ne sommes pas sortis de l'auberge! Ce n'est donc pas le moment de baisser la garde! Ne nous perdons pas de vue, restons mobilisée, **et que**

VIVE LA RÉSISTANCE AU NUCLÉAIRE!

Anne-Cécile

**L'AVENIR EST
RENOUVELABLE**
non-au-nucleaire.ch



Bureau de l'Alliance « Non au nucléaire »
c/o Greenpeace Suisse
Heinrichstrasse 147 • Case postale
CH – 8031 Zurich
info@non-au-nucleaire.ch
Tél. +41 44 447 41 41

Service médias de l'Alliance « Non au nucléaire »
Falkenplatz 11 • Case postale 5815
CH – 3001 Berne
medias@non-au-nucleaire.ch
Tél. +41 31 313 33 34
www.non-au-nucleaire.ch

Communiqué de l'Alliance: «Non au nucléaire»

Berne le 26 août 2014

Suisse : sortie du nucléaire

Pour les centrales nucléaires, une durée de vie illimitée est inacceptable

En voulant introduire un « concept d'exploitation à long terme » en tant que compromis sur l'avenir des vieilles centrales nucléaires suisses, la Commission de l'énergie du Conseil national donne quasiment carte blanche à l'exploitation illimitée de centrales nucléaires. Cette approche donnerait à la plus vieille centrale nucléaire en service sur la planète la possibilité de fonctionner durant au moins 50 ans. L'Alliance exige du Conseil national de rejeter ce compromis lors de la session d'hiver.

La proposition de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national (CEATE-N) est un cheval de Troie : elle a certes l'apparence d'une solution pour limiter la durée de fonctionnement des centrales nucléaires en Suisse, mais elle leur octroie de fait une durée de vie illimitée. « C'est inacceptable, » dénonce Christian van Singer, membre de « Sortir du nucléaire » et vice-président de l'Alliance « Non au nucléaire ». « Durant la prochaine session d'hiver, les politiciens du centre-droit qui se sont engagés après Fukushima pour la sortir du nucléaire sont appelés à revoir et durcir cette solution. C'est aussi l'attente de la population. » Un sondage représentatif publié en mai par l'Université de St-Gall a montré que plus de trois Suisses sur quatre sont pour une sortie du nucléaire.

Expériences à la CN de Beznau

Cette approche donnerait à la plus vieille centrale nucléaire en service sur la planète la possibilité de fonctionner durant au moins 50 ans : début septembre 2014, la CN de Beznau fonctionnera depuis 45 ans. « C'est particulièrement problématique avec la CN de Beznau dont l'âge avancé fait qu'elle ne satisfait pas aux exigences de sécurité modernes et n'y satisfera jamais, même avec des mises à niveau, » explique Jürg Buri, directeur de la Fondation suisse de l'énergie (SES) et président de l'Alliance « Non au nucléaire ». « La Suisse se lance là dans une expérience dangereuse. »

Un mode de surveillance laxiste

Les trous dans l'enveloppe de protection de la centrale de Leibstadt montrent que ce concept ne s'accorde pas avec la surveillance actuellement exercée par l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) ; il a en effet fallu six ans pour détecter ces trous. Il en va de même des critiques qui concernent les prescriptions de sécurité insuffisantes adressées à l'IFSN par Dieter Majer, ancien chef de la surveillance du nucléaire allemand dans son étude « Risiko Altreaktoren Schweiz ».

Les exigences de l'Alliance « Non au nucléaire »

La décision de la CEATE-N montre, que nous sommes encore loin d'une sortie définitive du nucléaire. Outre l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires, l'Alliance « Non au nucléaire » exige :

- De limiter à 40 ans la durée de fonctionnement des centrales existantes. Il faut donc arrêter immédiatement les centrales de Mühleberg et Beznau 1 et 2.
- Des critères de sécurité clairs jusqu'à la fin de la durée de fonctionnement des centrales.
- Une planification contraignante des investissements dans la sécurité jusqu'à la fin de leur durée de fonctionnement. La sécurité passe avant la rentabilité !
- Une Commission fédérale de sécurité nucléaire (CSN) forte, indépendante et critique qui puisse enfin contrôler réellement l'IFSN.

L'Alliance « Non au nucléaire »

L'Alliance « Non au nucléaire » mise sur l'avenir et soutient une utilisation des énergies renouvelables respectueuse de l'environnement et de la société, de même que l'efficacité électrique. Elle milite contre la construction de nouvelles centrales nucléaires en Suisse.

Vous trouverez de plus amples informations sur l'alliance, ainsi que sur les risques et dangers liés à l'énergie atomique sur notre site www.non-au-nucleaire.ch.

SÉCURITÉ NUCLÉAIRE REMISE EN QUESTION



Une manipulation en soit toute simple,

mais qui met encore une fois notre confiance en l'Inspection fédérale de sécurité nucléaire (IFSN) en doute. Pour fixer un extincteur à l'intérieur de l'enceinte de confinement primaire de la centrale nucléaire de Leibstadt (la plus récente des centrales nucléaires suisses), ils ont percé le manteau métallique! Normalement on cherche d'abord l'endroit le plus adéquat pour installer un extincteur et après on choisit le système de fixation que ce soit dans votre voiture ou votre appartement ou dans une centrale. On prend des précautions pour rien abîmer. Mais dans la centrale nucléaire de Leibstadt, ils ont percé des trous dans l'enceinte de confinement! Cette enceinte doit être étanche, c'est une barrière de sécurité. En Belgique, ils ont arrêté des centrales nucléaires parce qu'ils ont trouvé des défauts dans une enceinte du même genre, mais chez nous en Suisse, on a le droit de percer des trous (probablement par des ouvriers de l'extérieur sans formation adéquate)!!! Ni le personnel dit bien formé de la centrale ni les inspecteurs de l'IFSN l'ont vu et cela depuis 6 ans. Même pas après l'alerte des collègues belges qui ont suggéré de bien contrôler cette enceinte (Mühleberg et Leibstadt figuraient sur la liste des centrales à contrôler).

Nous pensons que n'importe quelle modification à l'intérieur du confinement demandait une procédure d'installation avec approbation de l'IFSN. Mais là, non, on fait vite, on sous-traite cela à une boîte externe et on ne contrôle pas l'exécution. Nous sommes d'accord que cette fixation n'est pas très importante, mais ce cas montre bien avec quelle légèreté sont prises les interventions dans une centrale nucléaire. Et la surveillance de l'IFSN n'a rien vu durant 6 ans de contrôles réguliers? Combien de bricolages existent encore dans nos centrales nucléaires? La réponse de M.Schwarz de l'IFSN est «un tel événement ne doit pas se produire»! Mais on continue! L'IFSN donne 4 semaines à l'exploitant pour proposer une procédure et après l'approbation on répare enfin, sans pour autant arrêter la centrale. Le personnel de la centrale de Leibstadt a bien montré son incapacité dans l'exécution des travaux et l'IFSN dans la surveillance de la sécurité d'une centrale nucléaire. C'est avec la même légèreté que sont aussi jugés les autres problèmes des centrales nucléaires en Suisse (et probablement ailleurs dans le monde).

Nous avons un grand problème avec la surveillance des centrales nucléaires en Suisse. L'IFSN, qui est chargée de cette tâche, est beaucoup trop liée avec les exploitants. Ils se connaissent bien, ont fait des études ensemble. En plus, l'IFSN a un intérêt à prolonger la vie des centrales nucléaires parce que sans centrales nucléaires, il n'y a plus de travail pour eux. Le système est simple: l'IFSN exige des mesures et demande des rapports, les exploitants traînent un peu avec les réponses et rendent des rapports incomplets. Retour à la case départ et hop, une année gagnée.

Des exemples? Les fissures du manteau du réacteur de la centrale de Mühleberg, constatées en 1990: renforcement du manteau en 1996 par 4 tirants (agrafes) par FMB/BKW, déclarés insuffisants en 2006 par des experts neutres (TÜF-Nord sur demande de l'IFSN), demande par l'IFSN à l'exploitant d'une proposition de solution pour fin 2013, refus de la solution de l'exploitant et demande de renforcement supplémentaire par l'IFSN, nouvelle proposition suivie de l'exigence de l'exécution avant 2017 et cela finit par la proposition des FMB/BKW d'arrêter la centrale en 2019 sans modifications! Le même scénario se répète pour les tremblements de terre. Dans les années 90, un rapport d'experts démontre que les centrales nucléaires suisses ne sont plus conformes en tous points à l'état de la technique. Un rapport PEGASOS définissant les valeurs à considérer sort en 2004. Les exploitants ren-

dent des rapports. Après des débats intenses au niveau international, un affinement de l'étude PEGASOS est demandé pour 2013. Après l'accident de Fukushima, l'IFSN demande des calculs aux exploitants pour un tremblement de terre tel qu'il n'en survient qu'un tout les 10'000 ans en combinaisons avec des inondations. Nous n'en avons encore rien vu sortir!!! L'IFSN a mentionné que nos centrales nucléaires résistent aux tremblements de terre avant même que le rapport «PEGASOS Refinement Project (RPR)» soit publié.

Bien sûr, avec cette interprétation de la sécurité nucléaire, nous pouvons exploiter les centrales nucléaires très longtemps et tenir les records mondiaux. L'IFSN a exigé par 10 points en décembre 2012 des modifications et renforcements pour la centrale nucléaire de Mühleberg à régler avant fin 2017, mais rien n'est entrepris jusqu'à aujourd'hui. Des promesses sans applications.

Nous sommes d'accord avec les exploitants: il ne faut plus investir dans nos vieilles centrales nucléaires, mais à condition de les arrêter immédiatement et mettre cet argent dans les énergies renouvelables.

Malheureusement, personne ne veut prendre cette décision, c'est un cercle vicieux. L'IFSN ne va jamais arrêter une centrale nucléaire, seulement demander des mesures complémentaires. Les exploitants veulent produire le plus longtemps possible sans grands investissements. Le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) de Madame Leuthard dit se baser sur l'IFSN et laisse continuer l'exploitation aussi longtemps que la sécurité le permet. Mais quelle sécurité? Le risque ne rentre pas dans ses considérations. **Nous demandons des changements à la tête de l'IFSN, plus de transparence, plus de sérieux et des contre-expertises internationales.**

Il y a actuellement beaucoup de mauvais points dans nos vieilles centrales nucléaires de Beznau et Mühleberg qui justifient un arrêt tout de suite. C'est une décision politique que le DETEC doit prendre et il doit la prendre vite, avant que ce soit trop tard.

Erwin Weiss

LE DRAME DES CENTRALES NUCLEAIRES AGÉES



SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION

POUR ARRÊTER MÜHLEBERG ET BEZNAU DE TOUTE URGENCE!

Le délire atomique continue. Le 16 septembre Le Matin nous apprenait que la vieille casserole atomique qu'est la centrale de Mühleberg à une douzaine de kilomètres de la capitale fédérale comportait des fissures verticales d'un nouveau genre... en plus de ses multiples défauts déjà recensés.

Mais selon l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire, pas de problème, la centrale a donc pu redémarrer début septembre après sa révision annuelle en août... et la Conseillère fédérale Doris Leuthard –citée par Le Matin– d'affirmer: «On peut poursuivre sans risque à condition que les fissures n'atteignent pas une dimension qui mette en danger la stabilité mécanique ou crée un danger en cas de perte importante de liquide de refroidissement...» (sic!) Il faut juste *-rajoute-t-elle-* que l'exploitant, soit les FMB «élargissent leur concept de maintenance.»

Un épisode de plus dans le sinistre feuilleton de cette entreprise criminelle de gériatrie nucléaire forcenée qui voit nos plus vieilles casseroles à plutonium se voir délivrer imperturbablement des autorisations successives de continuer –*chaque jour un peu plus*– à menacer notre pays et sa population d'un tCHernobyl helvétique possible.

Ces déclarations illustrent de manière crue le principe de rallonges d'exploitation successives de dix ans, à répétition multiples et sans limite, que la Commission de l'énergie du Conseil national a plébiscité fin août pour nos centrales sous prétexte de «stratégie énergétique 2050».

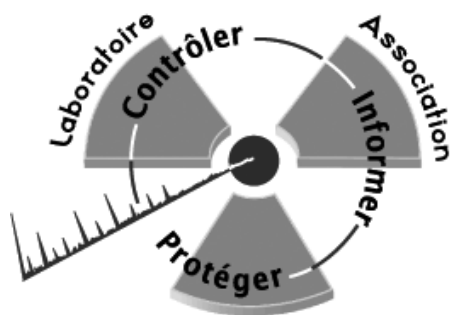
La pétition que nos lecteurs-trices trouveront encartée, sous forme de carte-réponse, dans ce numéro de ContrAtom vient d'autant plus à point nommé. Lancée en commun par ContrAtom avec l'association Sortir du nucléaire elle est d'une simplicité évangélique. Elle demande en effet la fermeture au plus vite de nos deux plus vieilles centrales atomiques: Beznau et Mühleberg, construites dans les années soixante et qu'il faut impérativement arrêter de toute urgence...

D'autant qu'au-delà des impératifs de sécurité et de survie immédiate l'exploitation continue de ces vieilles centrales est un oreiller de paresse qui entrave la transition indispensable vers un approvisionnement électrique renouvelable à 100%.

Ainsi, signez et faites signer la pétition, renvoyez les cartes préaffranchies – en leur collant un timbre adapté si vous le faites hors de Suisse... Si vous voulez avoir un supplément de pétitions ou obtenir la petite brochure sur la nécessité d'arrêter Mühleberg et Beznau en urgence que nous avons co-éditée il y a quelques mois avec Greenpeace et Sortir du nucléaire, écrivez-nous quelques lignes ou passez nous un coup de fil!

Pierre VANEK





CRIIRAD

UN ILOT DE VERITE DANS L'OCÉAN NUCLÉOCRATIQUE FRANÇAIS

LA CRIIRAD*

La CRIIRAD (Commission de Recherches et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité) n'est de loin pas une inconnue pour ContrAtom! En 1990, nous l'avons mandatée pour des mesures de radioactivité aux abords du surgénérateur de Superphénix à Creys-Malville (70 km de Genève). En 1996, à notre demande, la CRIIRAD a rédigé un rapport mettant en évidence les problèmes de radioprotection liés aux activités du CERN et aux conséquences pour le personnel sous-traitant (affaire Pierre ALLEMAN décédé à 63 ans des suites d'une maladie professionnelle contractée lors de ses 15 ans d'activité au CERN). ContrAtom reste en contact avec la CRIIRAD, en particulier avec son président Roland Desbordes.

Il nous a récemment transmis un dossier sur un projet bien avancé d'installation d'une balise de surveillance en continu de la radioactivité de l'air dans l'agglomération lyonnaise. L'idée est de compléter le réseau des 7 balises déjà gérées par la CRIIRAD dans la vallée du Rhône qui compte 9 installations nucléaires! La suite logique de ce programme d'utilité publique serait d'équiper le secteur «Régions genevoise et vaudoise + France voisine ». Un dossier est actuellement entre les mains des autorités genevoises concernées. M. Rémy Pagani nous a d'ores et déjà assuré de son soutien.

Si le texte ci-dessous vous donne envie de contribuer aux activités salutaires de la CRIIRAD, sachez que les adhérents suisses sont accueillis à bras ouverts ...

La naissance de cette vaillante institution a été provoquée par le Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants (SCPRI) peu après l'explosion d'un réacteur à Tchernobyl, le 26 avril 1986. Alors qu'à l'unisson, les médias assuraient que le territoire français avait été totalement épargné par les retombées radioactives et recommandaient à la population de ne rien changer à ses habitudes alimentaires, ceux des pays riverains se montraient beaucoup plus prudents. Etonnés par ce décalage, un groupe d'Ardéchois et de Drômois firent analyser des prélèvements (eau, lait, salades, etc.) au laboratoire de l'Institut de physique nucléaire de Lyon. Le résultat révélait que la France était contaminée à des niveaux qui imposaient des mesures de protection adaptées. Ce que les médias s'empressèrent de diffuser largement.

Le 10 mai 1986, le Prof. PELLERIN, fondateur et directeur du SCPRI et du Centre international de référence pour la radioactivité de l'OMS, reconnaissait sur TF1 que la contamination de l'air se trouvait multipliée par 100, voire 400 par endroits. Ce qui était encore bien inférieur à la réalité – d'un facteur 100 à 1000 – et que les services officiels finirent par admettre, mais 20 ans plus tard!

Le 22 mai 1986, la Commission de Recherche et d'Information Indépendante sur la Radioactivité tenait sa première assemblée générale réunissant plus de 400 personnes d'horizons professionnels très divers, mais unies par la même révolte et le même projet.

La CRIIRAD sera une association à but non lucratif. Installée à Valence (F) et présidée de 1986 à 1997 par Michèle RIVASI (actuellement députée européenne) puis par Roland DESBORDES, professeur de physique, qui préside en outre le conseil d'administration de 13 membres, l'association emploie aujourd'hui 13 salariés et compte quelque 6'500 adhérents. Totalement indépendante de l'Etat, des exploitants du nucléaire et du monde politique, elle mène ses propres investigations et ses actions d'intérêts général en matière d'information, de radioprotection et de préservation de l'environnement.

La CRIIRAD est un laboratoire agréé par le ministère de la Santé et spécialisé dans les analyses de radioactivité. Depuis sa création, il a effectué plus de 30 000 analyses et des centaines d'études radioécologiques et de contre-expertises pour des particuliers, associations, industriels et tribunaux. Ce laboratoire dispose de tous les agréments exigés pour ses interventions en France comme à l'international : Europe (Belgique, Bulgarie,

Ecosse, Espagne, Finlande, Italie, Lituanie, Pays-Bas), Outre-mer (Polynésie française), Ex-URSS (Biélorussie, Ukraine, Russie), Afrique (Algérie, Gabon, Malawi, Mali, Namibie, Niger), Asie (Japon), Amérique (USA, Brésil). La responsabilité du laboratoire de la CRIIRAD est assumée depuis sa création par Bruno CHAREYRON, ingénieur en physique nucléaire.

La triple mission de la CRIIRAD:

Contrôler – Informer – Protéger.

Avec son matériel performant sur le terrain comme au laboratoire, la CRIIRAD peut détecter les contaminations de l'environnement, des aliments et des matériaux, en vue de dénoncer les pollutions et permettre à la réglementation d'être appliquée et d'évoluer. Depuis sa création, l'information au public a été l'une des missions essentielles de la CRIIRAD. Elle consiste à décrypter les informations officielles, souvent incomplètes ou mensongères.

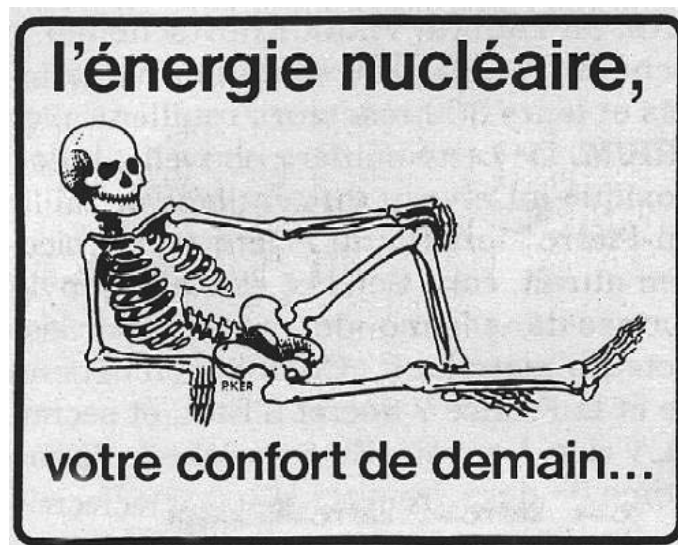
A dénoncer les conflits d'intérêts «d'experts» ou d'autorités autoproclamées «indépendantes» qui désinforment sans scrupule. La CRIIRAD est présente dans de nombreuses foires et salons afin de rencontrer un public souvent préoccupé par un environnement de plus en plus menacé. Pour répondre à la demande et face à la désinformation officielle chronique, elle a publié en 2002 un atlas des contaminations du territoire français et européen, suite aux retombées de Tchernobyl.

La protection des populations et des travailleurs contre le danger croissant des rayonnements ionisants est une préoccupation constante à la CRIIRAD. Les sources de radioactivité – invisibles, inodores, silencieuses – sont multiples: anciennes mines d'uranium, gaz radon dans l'eau potable et les bâtiments, aliments contaminés, transports de matériaux radioactifs, etc, etc.

La santé humaine ne semble pas préoccuper particulièrement ceux qui devraient pourtant la protéger. La CRIIRAD est intervenue entre 2004 et 2007 contre des projets de la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) et le Codex Alimentarius qui visaient à autoriser des aliments contaminés mais qui n'atteignaient pas certains «seuils» de tolérance. L'association a estimé que la norme devait tester l'absence de radioactivité. Appuyée par 180 000 signatures, elle a obtenu que les autorités internationales revoient leur copie.

Fukushima a confronté la CRIIRAD à une situation accidentelle grave. Toute sa structure s'est investie sans compter.

La situation au Japon était suivie en permanence et les contrôles atmosphériques renforcés. Sur place, un partenariat scientifique a été organisé afin de pouvoir disposer d'une dizaine de centres de contrôle fiables de la radioactivité. Les populations continuent de vivre stoïquement en essayant de se protéger quand s'est possible. Un chercheur du CNRS vivant au Japon résume ainsi leur situation: «On nous apprend à creuser notre tombe».



On ne peut qu'être admiratif devant les innombrables activités conçues, réalisées, développées et assumées par une si modeste structure, qui trouve encore le moyen de pouvoir assurer son indispensable indépendance financière.

Et lorsqu'on réalise que sa mission consiste essentiellement à se confronter au puissant lobby planétaire du nucléaire et aux instances qui le défendent comme AREVA, EDF, AIEA et IRSN, on se met à croire au miracle...

Paul Bonny

CRIIRAD

Cours Manuel de Falla 26000 VALENCE (France)
0033 475 41 82 50 contact@criirad.org

www.criirad.org

*Le texte original a été rédigé à la demande du journal L'ESSOR qui a consacré son édition de février 2014 sur le thème «Il faut arrêter le nucléaire»

www.journal-lessor.ch

FUKUSHIMA: VERS L'ABANDON DE LA STRATÉGIE DE DÉCONTAMINATION?

«Pourquoi est-ce que j'étais obligé de parler directement avec le gouvernement, qu'est-ce que faisait le siège, et l'autorité? J'ai toujours trouvé ça insensé», voici ce que déclarait Masao Yoshida, ancien directeur de la centrale de Fukushima Daiichi lors d'une audition en 2011.

Il met le doigt ainsi sur un des problèmes récurrent depuis qu'a débuté la catastrophe de Fukushima en mars 2011: la volonté des autorités de vouloir à tout prix démontrer que la situation était sous contrôle sans prendre suffisamment en compte la réalité sur place. En 2011, le gouvernement annonçait de façon téméraire qu'il avait un plan pour démanteler la centrale en 40 ans. Une tâche colossale qui semble irréelle au regard des difficultés à travailler dans un environnement contaminé et de la nature complètement inédite des tâches à réaliser.

Gérer l'eau contaminée, une tâche digne de Sisyphe

Pour commencer, les ouvriers présents sur le site doivent maintenir l'arrêt à froid des réacteurs, afin d'éviter une nouvelle catastrophe. Le combustible des réacteurs accidentés a fondu et percé la cuve de pression des réacteurs, s'enfonçant par endroit de 60 centimètres dans les socles en béton des installations. Il faut continuellement déverser de l'eau sur ce qu'il reste des réacteurs pour en maintenir la température et éviter une nouvelle fusion du métal radioactif. Chaque jour, les ouvriers présents sur le site se retrouvent avec plus de 400 m³ d'eau radioactive à stocker. Et c'est sans compter sur les 350 m³ d'eau contaminée qui s'écoulent directement dans la mer.



Pour pallier à ce problème, Tepco a mis en place trois types de mesures. La première consiste à stocker provisoirement l'eau. Le problème c'est que pour y arriver il faut construire sans cesse de nouveaux réservoirs. En moyenne il en faut un neuf toutes les 60 heures. A ce rythme, impossible de garantir la qualité des finitions. Résultat: de nombreuses fuites sont observées, augmentant ainsi le niveau de radiation auquel sont exposés les 3'000 ouvriers présents quotidiennement sur le site et les rejets de radioactivité dans l'environnement.

La seconde mesure consiste à filtrer et à décontaminer l'eau. Même dans les meilleurs scénarios, une telle opération ne permet pas de retirer la totalité des matériaux radioactifs. Deux systèmes ont été testés. Le premier a été élaboré par le géant français Areva. Tepco a décidé de l'abandonner au bout de trois ans, d'une part, car il est extrêmement onéreux et ne permet pas de traiter les volumes d'eau nécessaires et d'autre part, car les mesures du niveau de contamination ont révélé qu'il mettait en danger les travailleurs pendant le fonctionnement et lors de la maintenance. Tepco travaille dorénavant sur une technologie développée avec l'entreprise Toshiba. Nommé ALPS, ce nouveau procédé, présenté comme un élément fondamental de la stratégie de l'entreprise ne rencontre pour l'heure pas plus de succès que son prédécesseur, accumulant les pannes et les arrêts depuis des mois. Le plus ironique dans tout cela c'est que les deux systèmes, qui consistent en des systèmes de tuyauteries hautement complexes, devront eux aussi être décontaminés.

La dernière mesure, la plus spectaculaire, consiste à littéralement enfermer l'eau contaminée dans un sarcophage de glace en congelant le sol sur un périmètre d'1.5 kilomètre et près de 30 mètres de profondeur. Malheureusement, cette technologie totalement inédite n'est pour l'heure que mal maîtrisée. Les premiers tests n'ont pas permis de congeler entièrement et uniformément le sol.

Démantèlement impossible?

Mais même si ces trois types de mesures avaient été couronnés de succès, ils ne constituent que des solutions provisoires, afin de gérer au mieux le problème de l'eau contaminée. Malheureusement la place pour le stockage de l'eau va vite venir à manquer. Pour avoir une chance de décontaminer entièrement la centrale, il faudra trouver le moyen de la débarrasser des quantités gigantesques de combustible nucléaire présent sur le site, au contact duquel l'eau devient radioactive.

Le vidage des piscines de stockage a commencé fin 2013, et se déroule heureusement sans accrocs depuis. Celle du réacteur n°4 se révèle particulièrement difficile. Ce réservoir d'eau situé à plusieurs dizaines de mètres au dessus du sol se trouve dans un bâtiment fragilisé par les explosions de mars 2011 et est rempli de débris plus ou moins gros qui rendent les manipulations des barres de combustible très risquées. Une fois retirées, ces dernières sont stockées dans une gigantesque piscine commune aux 6 réacteurs du site et déjà bien remplie. Si cette installation est nettement plus résistante, il s'agit ici aussi d'une solution provisoire.

Enfin il faudra retirer le combustible présent dans les réacteurs accidentés. C'est en tout cas ce qu'avaient promis Tepco et le gouvernement. On est en droit d'en douter. La seule fois qu'une opération similaire avait été menée, c'était sur le site de la centrale de Three Mile Island suite à l'accident de 1979. Mais le bâtiment du réacteur américain n'avait pas subi le même niveau de destruction. A Fukushima, les enceintes de confinement ont laissé s'échapper du combustible fondu, aussi appelé corium. Les zones où doivent s'effectuer les démantèlements sont donc devenues trop radioactives pour y laisser travailler des hommes. Le Japon prévoit d'utiliser des robots pour réaliser ces tâches. Pour mémoire, des robots avaient également été utilisés lors de la décontamination de Tchernobyl, mais sous l'effet des radiations, ceux-ci tombaient sans arrêt en panne.

La réalité dépasse les autorités

La tâche semble tellement impossible que même les autorités perdent de leur assurance. En août dernier, un aveu terrible est tombé: 100% du cœur du réacteur n°3 de la centrale serait en fusion, contre 60% annoncé précédemment. Pour Greenpeace il y a fort à parier que la situation soit identique dans les réacteurs 1 et 2. Pour l'ONG, ce qui explique cet aveu tardif ne serait rien d'autre qu'une tactique permettant de préparer l'opinion au fait que les promesses de décontamination intégrale du site ne pourraient pas être tenues. «Aujourd'hui, retirer le corium d'un réacteur est une tâche inédite, non prévue, non envisagée à la conception des réacteurs, et surtout impossible dans l'état actuel des connaissances techniques», pouvait-on lire sur le site Internet de l'antenne française de Greenpeace. «C'est ce que les citoyens japonais vont devoir affronter. Cette communication de TEPCO est une façon d'introduire le fait que la construction de bunkers pour couvrir les réacteurs accidentés sera très

probablement nécessaire, et de préparer progressivement l'opinion publique japonaise et mondiale pour la construction d'une série de «sarcophages de Tchernobyl version 2014».

3 ans après le début de la catastrophe de Fukushima, il semblerait que les autorités japonaises soient tellement acculées qu'elles pourraient admettre que la décontamination promise en 2011 n'est qu'une chimère. Ces trois dernières années, le gouvernement et Tepco ont plus cherché à relancer l'industrie du nucléaire qu'à protéger la population des conséquences de la catastrophe. Un aveuglement qui aura coûté du temps, de l'argent et des vies humaines. Pendant ce temps, sur le site de la centrale accidentée, les installations provisoires et les bâtiments ne cessent de se dégrader, rendant le travail sur place de plus en plus dangereux.



Le pire dans tout cela, c'est que la population japonaise ne veut pas de la relance du nucléaire. C'est en tout cas ce que démontre la majorité des sondages à ce sujet, qui indiquent que même 3 ans après, 80% de la population rejette le nucléaire. Et comment pourrait-il en être autrement? Depuis un an, le Japon vit sans réacteurs nucléaires, mais aussi sans coupures de courant ni baisses de tension.

Tandis que le gouvernement s'accroche aux solutions énergétiques du passé les japonais se tournent vers l'avenir. Les efforts réalisés en matière de maîtrise de la consommation se sont traduits par une baisse de la demande en électricité équivalant à la production de 13 réacteurs nucléaires. Dans le même temps, 23 000 foyers installent des panneaux solaires chaque mois. Le Japon est ainsi devenu le 2ème marché dans le monde en ce qui concerne le photovoltaïque, derrière la Chine.

Mathias Schlegel



UN ROMAN MALHEUREUSEMENT VRAI:

Daniel de Roulet vient de sortir son dixième et dernier livre sur l'histoire du nucléaire (des romans mais méticuleusement documentés). «Le démantèlement du cœur» raconte plusieurs démantèlements; ceux du cœur du surgénérateur de Malville, de la centrale de Fukushima et ceux de deux amoureux aux retrouvailles manquées. Il décrit les tricheries lors du démantèlement du réacteur de Malville, le rôle des mafieux dans l'engagement des ouvriers sacrifiés pour le démantèlement de la centrale de Fukushima.

Les dix tomes de la Simulation Humaine peuvent se lire séparément, et aussi par bouts grâce à une application numérique à www.simulationhumaine.com

Le démantèlement du cœur est captivant, touchant, révoltant et nous montre bien les problèmes de l'atome et de ses pratiques mafieuses, que ce soit à Malville ou à Fukushima ou à l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). Il devait mettre le point final à l'épopée du nucléaire, alors que la France annonce un nouveau surgénérateur et les députés suisses pensent renoncer à la sortie du nucléaire...

Morceau choisi:

11 mars 2011, Fukushima

«... La crête blanche rectiligne se rapproche. On a sorti les portables pour la photographe. Les employés de Tepco, reconnaissables à leur chemise de deux bleus

différents, possèdent des appareils perfectionnés. Les sous-traitants gardent les mains dans les poches, leur appareil ne prend pas de photos. Pas besoin de souvenirs, **Mirafiori** préfère voir en direct cette barre d'écume haute comme une maison qui avance à la vitesse d'un homme qui court. Encore quelques secondes avant qu'elle se brise sur les murs qui protègent le site. D'ici en haut, comme en hélicoptère au-dessus des flots, la situation est sous contrôle. Les hommes se sont regroupés par catégories : les sous-traitants, avec leurs chefs d'équipe, les contremaîtres entre eux, les bureaucrates de Tepco et les responsables de tranche autour du directeur de l'installation, M. Masao Yoshida. Il porte une veste et une cravate. Quelqu'un chuchote qu'il sort d'une réunion avec les ingénieurs dans la salle de conférence pour évaluer les fuites d'eau. Celle de la première tranche n'était pas la plus grosse. **Mirafiori** leur fait confiance, une fois la vague passée, ils remettront tout en ordre. Chaque incident rend cette industrie plus sûre grâce au retour d'expérience.

On voit que l'endroit où le ciel bleu touche le vert de l'océan, cette ligne d'habitude immobile, horizontale, référence de tout paysage, quitte sa place pour avancer vers la terre ferme. **Mirafiori** retient son souffle, oppressé par le bruit sourd qui accompagne l'avancée de l'horizon. À l'approche du front de la vague, on peut estimer sa hauteur qui n'est plus celle d'une maison, mais d'au moins deux maisons de deux étages. Les hommes qui s'étaient tus - il n'y a que des hommes -, parce qu'ils photographiaient ou parce qu'ils se laissaient impressionner par l'échelle du phénomène, se sont mis à pousser des oh et des ah qui leur ouvrent la bouche sans la refermer, comme quand on apprend au téléphone une très mauvaise nouvelle. Encore quelques mètres et la barre atteindra le double brise-lames. Alors chacun comprend que cette jetée majestueuse, censée protéger le site contre n'importe quelle vague, va devoir affronter un phénomène que ses constructeurs jugeaient impossible.

La vague s'est encore creusée: sa crête surplombe de sa double hauteur ce pauvre brise-lames qui ne lui chatouille que les mollets. Sans faire de révérence, elle passe en force, affronte le deuxième brise-lames qu'elle franchit et, toujours debout, s'en prend au rivage, s'abattant sur la route qui passe devant les bâtiments des turbines. L'eau les recouvre, continue à la même vitesse, cogne en même temps les six bâtiments des réacteurs, passe au pied du bunker sur lequel se trouvent les photographes terrorisés.

Dans un fracas sans fin, l'eau continue de monter,

contournant les flancs de chaque tranche. Alors se produit l'inconcevable : l'eau arrivée à hauteur des salles de contrôle s'engouffre par les ouvertures de la toiture, par les grilles de ventilation, jusque dans le bâtiment des groupes électrogènes de secours.

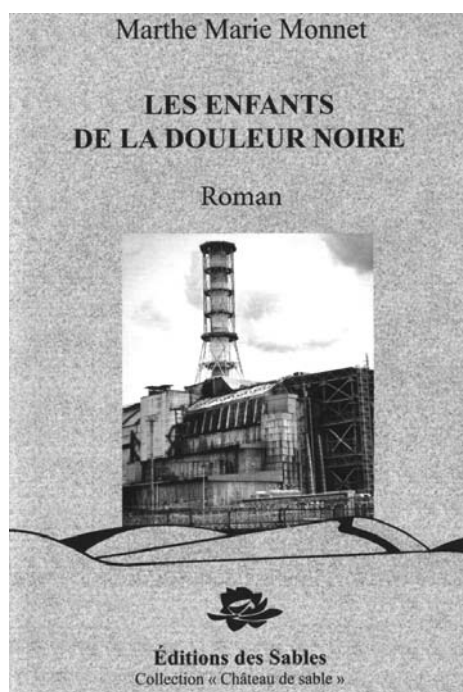
Sur le toit, les hommes sans gêne s'agrippent à leur voisin, d'autres pâlisent, quelques-uns hurlent piteusement. Mirafiori sait que, dans une centrale, il n'y a aucune raison de paniquer, il suffit de respirer calmement. Mais le pauvre Amir est tout blanc, tremblant

comme une feuille de ginkgo juste avant de quitter sa branche. La vague fonce vers l'intérieur des terres, jusqu'au parking des employés, au-delà du périmètre du site. Arrivée en fin de course, elle marque un temps. Mais ça n'en finit pas, sa force est plus brutale encore quand elle se retire, emportant des camions, des machines, des plaques de béton, des pylônes."

Venez rencontrer D. de Roulet

Mercredi 8 oct. 2014

voir invitation en page 2.



LES ENFANTS DE LA DOULEUR NOIRE

de Marthe Monnet,

Edition des Sables, Genève, 2014

Marthe Monnet est née à Genève d'un père suisse et d'une mère française. Après avoir enseigné à l'école primaire genevoise, elle a obtenu une licence en géographie et enseigné au Cycle d'orientation de la Golette, dont elle a été la directrice de 1971 à 1985. Elle dirigea ensuite les Etudes pédagogiques de l'enseignement primaire de 1985 à 1994. Disposant de plus de temps libre depuis sa retraite, elle s'adonne à la peinture (elle a plusieurs expositions à son actif) et à l'écriture. Elle a déjà publié un roman et trois recueils de nouvelles.

Aujourd'hui, elle nous offre un roman puissant, Les enfants de la douleur noire, sur l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl et ses désastreuses conséquences. Passionnée par le sujet, l'auteure s'est abondamment documentée.

Rappelons les faits. Le 26 avril 1986 à 1h23 du matin, une série d'explosions détruit le réacteur et le bâtiment de la 4^e tranche de la centrale nucléaire. 70% des retombées radioactives ont lieu sur le sol biélorusse. Les fleuves Pripiat, Dniepr et Soj sont dans la zone de contamination active. 240'000 ha sont interdits à l'agriculture. 485 villages sont perdus, 70 enterrés pour toujours. Dans un rayon de 250 km, plus de 2000 villes et villages sont morts. La zone interdite s'étend sur un rayon de 30 km autour de la centrale. On pense qu'il aurait fallu évacuer le territoire sur une zone de 100 km de rayon. Le réacteur va rester radioactif pour 100'000 ans au moins. On prévoit qu'il faudra un milliard d'années pour que l'uranium se désintègre, et quinze milliards pour le thorium.

Les femmes biélorusses ont subi plus d'avortements pour indications génétiques que partout ailleurs. Les malformations chez les nouveau-nés et les fœtus ont augmenté de façon significative après la catastrophe. Les mutations sont deux fois plus fréquentes qu'en Europe.

Les zones contaminées deviennent le refuge des vieux, des marginaux, de ceux qui n'ont nulle part où aller.

Le 11 mars 2011, vingt-cinq ans après Tchernobyl, un accident nucléaire majeur a eu lieu à Fukushima, au Japon, après un tremblement de terre suivi d'un tsunami. Les conséquences furent désastreuses, et ne cessent de s'aggraver. Faute de volontaires pour décontaminer les alentours de la centrale, les entreprises embauchent des sans-abri. L'opérateur TEPCO n'a pas cessé de mentir à la population, ainsi que le

gouvernement japonais, depuis l'explosion jusqu'à nos jours, minimisant l'ampleur de la catastrophe, les dangers de ses conséquences et son impuissance à juguler les 400 tonnes d'eau contaminée produite par jour, qui nécessitent de construire de plus en plus de cuves, à un rythme de plus en plus rapide, ce qui entraîne des fuites. L'air, les sols, l'océan sont contaminés, ce qui a des répercussions sur la faune, la flore, les humains. Le rapport d'une commission parlementaire japonaise, sorti en juillet 2012, pointe sévèrement la gestion de la crise par l'opérateur TEPCO et du gouvernement japonais. Selon ce rapport, la catastrophe de Fukushima serait d'origine humaine.

Dès qu'on a parlé de construire des centrales nucléaires pour produire de l'énergie, un grand nombre de personnes responsables, sensibles à l'écologie, se sont levées pour s'y opposer. Combien de manifestations n'ont-elles pas été organisées, partout dans le monde, contre les centrales nucléaires ? En effet, il faut être fou, inconscient ou totalement soumis à la puissance de l'argent pour concevoir la construction de centrales dont le moindre incident peut mettre en danger la population des alentours et des autres pays loin à la ronde, sans parler de la menace terroriste. Nous en eûmes la preuve lors de l'explosion de Tchernobyl : les salades du Tessin furent contaminées, ainsi que les légumes de France et de Navarre, malgré l'ineptie d'un politicien qui affirmait à l'époque que la radioactivité s'arrêtait aux frontières ! Certes, la radioactivité est invisible. Mais les nuages de cendres produits par le volcan islandais Eyjafjallajökull, le 14 avril 2010, ont démontré à l'ensemble de l'Europe que les nuages, visibles ou invisibles, se propagent à grande vitesse sur des pays entiers, selon la direction et la force des vents. Cette explosion-là provoqua la fermeture d'une grande partie des aéroports européens...

En outre, cette énergie, prétendument «propre», provoque des déchets radioactifs dont les plus tenaces vont mettre 100'000 ans à ne plus être nocifs. Des déchets souvent fourrés n'importe comment dans des tonneaux ou des conteneurs dont personne ne veut, qui se promènent partout dans le monde avant d'aboutir dans des décharges en plein air ou au fond des mers. Beaux cadeaux que nous laissons aux générations futures ! Notre société, incapable de suivre les dossiers de criminels dangereux pendant 20 ans, prétend gérer des déchets qui dureront pendant 1700 générations ! Enfin, ces affreuses centrales, il faut bien les détruire quand elles arrivent au bout de leur utilisation, ce qui prend 40 ans, avec des frais que personne n'a évalués dans le

coût de l'énergie ainsi produite, sans compter les mesures de sécurité qu'il faut prendre, afin que les matériaux de la centrale ne soient volés, ce qui, bien sûr, se produit quand même...

Quand Tchernobyl a explosé, des «bien-pensants» ont prétendu que cet accident, qui survenait dans un pays peu fiable, l'Ukraine, alors dans le giron de l'ex-URSS, ne pouvait en aucun cas avoir lieu dans un pays occidental. Fukushima nous a démontré le contraire. Et la question, aujourd'hui, n'est plus de savoir SI nous allons assister à une nouvelle explosion, mais QUAND. La France, avec ses 60 centrales nucléaires, figure en premier sur la liste des probabilités.

Le livre de Marthe Monnet revient sur cette aberration. Son livre, bien documenté, nous livre les conséquences du drame de 1986, les mensonges des autorités, le sacrifice des liquidateurs, les populations laissées à l'abandon, les malformations des nouveau-nés, etc. Cependant, son récit n'est pas déprimant. Au contraire, elle a choisi d'accompagner trois adolescent-e-s, Oleg, Irina et Vassili, géant au cerveau de bébé, qui vivent dans la région interdite et survivent comme ils le peuvent. Elle nous donne de magnifiques descriptions, malgré le danger qu'on devine omniprésent, comme les couleurs rouges que prend la nature. A un moment donné, comme les autorités ont décidé de chasser les derniers survivants, les trois compagnons décident de quitter la région et de partir vers la France, synonyme de terre de liberté. On suit alors le périple à travers l'Europe de l'Est du trio désargenté et de leurs ruses pour s'en sortir. Quand on commence ce roman, on ne peut plus le quitter !

On dit que les livres sur Tchernobyl disparaissent peu à peu des bibliothèques, que les noms des villes et des villages sont rayés des cartes, comme si on essayait d'effacer le souvenir de la tragédie. Ecrire sur cette catastrophe, c'est finalement refuser d'écrire sur le sable.

Les enfants de la douleur noire est à la fois un plaidoyer contre les centrales nucléaires et un hymne à la vie. *Contratom* ne peut que vous recommander la lecture de ce livre, aussi efficace que les banderoles de nos défilés.

La rédaction de Contratom

Vous pouvez commander *Les enfants de la douleur noire* de Marthe Monnet, Ed. des Sables, Genève, 2014, ISBN 978-2-940530-01-4, dans n'importe quelle librairie ou directement à la maison d'édition, ed.des.sables@bluewin.ch tél. 022 771 29 14, ch. des Mollex 1, 1258 Perly.

ACCUEIL ANTINUCLÉAIRE POUR DORIS LEUTHARD

La présence de la Ministre de l'Énergie à Genève pour participer à l'inauguration de la chaire en Efficience énergétique de l'Université de Genève semble confirmer que l'objectif de la conférence d'ouverture:

«De la sortie du nucléaire à l'efficience énergétique» est partagé par Mme Leuthard. Cependant, à quoi servent les outils du tournant énergétique si la responsable de l'énergie cède aux demandes du lobby nucléaire en maintenant, voire en prolongeant les centrales en activité, arrivées pourtant en bout de course?

Le 18 septembre 2014 des militants de ContrAtom et de Sortir du nucléaire se sont rassemblés devant l'Uni avec banderole, panneaux et chanson pour rappeler à la Ministre ses obligations envers la population.





JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211
Genève 8